

# Australie

La croissance du PIB réel devrait ralentir pour s'établir à 1.5 % en 2024, avant de se redresser pour atteindre 2.2 % en 2025. Les effets de la hausse des taux d'intérêt vont continuer de peser sur les dépenses des ménages et des entreprises au cours de l'année à venir. Le taux de chômage devrait poursuivre sa progression pour s'établir à 4.3 % en 2025. Les tensions sur les prix vont encore se réduire, même si la hausse des prix de certaines composantes des services devrait rester soutenue courant 2024. La croissance économique risque d'être plus faible que prévu, car la maîtrise de la montée persistante des prix des services pourrait nécessiter de durcir la politique monétaire davantage qu'on ne le suppose actuellement.

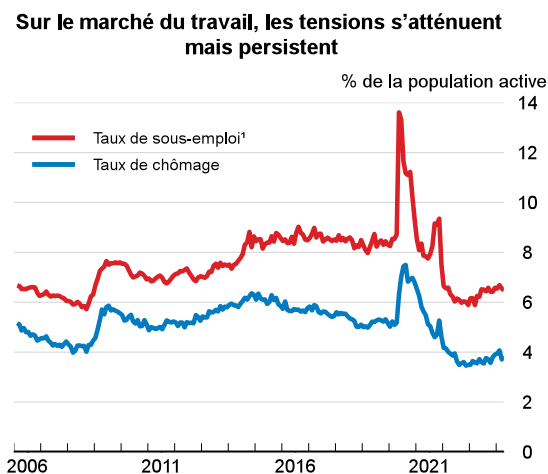
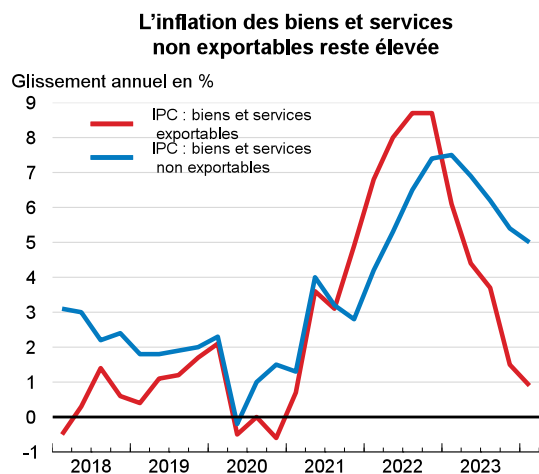
La politique monétaire devrait rester restrictive à court terme afin de juguler l'inflation, et il faudrait résorber le déficit budgétaire dans les années à venir. Des mesures visant à accroître la productivité permettraient d'améliorer les perspectives de croissance économique à moyen terme. Les politiques publiques contribuant à favoriser une plus grande compétitivité des marchés, comme l'harmonisation des normes des produits avec celles d'autres économies avancées, devraient être complétées par des dispositions favorisant une plus grande mobilité de la main-d'œuvre, telles que la suppression des autorisations professionnelles inutiles ou des clauses de non-concurrence superflues figurant dans les contrats de travail.

## L'économie ralentit mais le marché de l'emploi reste tendu

La croissance du PIB réel a ralenti au quatrième trimestre de 2023, pour s'établir à 0.2 %. La consommation est restée faible, les dépenses discrétionnaires ayant diminué de 0.9 % au cours de ce trimestre. L'investissement en logements a reculé, de même que l'investissement en machines et équipements. Les tensions sur le marché de l'emploi se sont légèrement atténuées, le taux de chômage étant passé de son point bas de 3.5 % enregistré en octobre 2022 à 3.8 % en mars 2024. Les indicateurs avancés, comme l'indice des précommandes résultant de l'enquête réalisée auprès des entreprises par la Banque nationale d'Australie (National Australia Bank), se sont améliorés. Néanmoins, les capacités inutilisées demeurent limitées et la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre est toujours forte par rapport aux tendances récentes. Cela se traduit par une augmentation relativement élevée des prix des biens ou services à forte intensité de main-d'œuvre, tels que certains services marchands. La réduction passée des goulets d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales et la baisse des prix des combustibles ont entraîné une forte décélération de la hausse des prix des biens échangés.

La demande de matières premières pondéreuses australiennes a continué d'augmenter jusqu'à la fin de 2023, malgré un ralentissement du secteur immobilier chinois. L'indice des prix des matières premières de la RBA fait apparaître une hausse de 6.1 % (en dollars australiens) de 2023 à mars 2024. Les arrivées d'étudiants étrangers ont retrouvé le même niveau qu'avant la pandémie, la forte croissance ayant stimulé les exportations de services d'éducation. Les importations ont considérablement baissé au quatrième trimestre de 2023, en raison d'un recul des dépenses touristiques à l'étranger.

## Australie



1. Le taux de sous-emploi tient compte des travailleurs à temps partiel qui préféreraient travailler davantage, ainsi que des actifs qui travaillent généralement à temps plein mais sont actuellement à temps partiel.

Source : Banque de réserve d'Australie (Reserve Bank of Australia, RBA) ; et Bureau australien de statistiques (Australian Bureau of Statistics, ABS).

StatLink  <https://stat.link/j3lo8g>


## Australie : demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Australie</b>						
	Prix courants milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2021/2022)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 979.0	5.5	3.9	2.0	1.5	2.2
Consommation privée	1 012.7	5.2	6.7	0.9	0.9	2.3
Consommation publique	452.8	5.7	5.0	1.7	2.2	1.9
Formation brute de capital fixe	444.1	10.7	2.3	5.4	2.1	1.7
Demande intérieure finale	1 909.6	6.6	5.3	2.2	1.5	2.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 2.3	0.8	0.5	-0.9	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	1 907.3	7.5	5.7	1.2	1.1	2.1
Exportations de biens et services	436.6	-2.4	2.6	6.9	3.0	4.1
Importations de biens et services	364.8	5.0	12.6	3.2	1.0	3.9
Exportations nettes <sup>1</sup>	71.8	-1.4	-1.7	1.2	0.6	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.7	8.2	3.6	2.9	2.5
Indice des prix à la consommation	—	2.8	6.6	5.6	3.4	2.9
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	2.4	5.9	5.8	3.4	2.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.1	3.7	3.7	4.1	4.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	14.7	7.7	3.4	4.5	4.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.0	-1.4	-0.8	-1.8	-1.7
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	62.3	54.9	55.3	57.0	58.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.9	1.0	1.2	1.7	1.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink  <https://stat.link/a7o0zk>

## La politique monétaire est restrictive mais la politique budgétaire soutiendra l'économie en 2024

La Banque de réserve d'Australie n'a pas modifié le taux au jour le jour depuis novembre 2023, maintenu à 4.35 %. Selon les projections, ce taux sera maintenu à ce niveau restrictif jusqu'à ce que l'inflation revienne clairement vers la fourchette cible, en misant sur une hypothèse de réduction de 75 points de base entre le troisième trimestre de 2024 et la fin de 2025. Le déficit budgétaire sous-jacent devrait se creuser en 2024, sous l'effet de l'entrée en vigueur de la baisse des taux légaux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des modifications des tranches d'imposition. Ces mesures restitueront aux ménages les recettes provenant de la dérive fiscale des années antérieures, due à un régime de l'impôt progressif des personnes physiques ne prévoyant pas d'indexation des seuils d'imposition. La politique budgétaire devrait avoir un léger effet expansionniste sur l'activité économique en 2024, avant de se contracter légèrement en 2025. Un durcissement des conditions d'obtention des visas en 2024, ciblant notamment les étudiants étrangers, devrait faire obstacle à de nouveaux gains de croissance de la population et des exportations de services d'éducation.

## La croissance économique augmentera en 2025

La croissance du PIB réel devrait ralentir pour s'établir à 1.5 % en 2024, avant de se redresser pour atteindre 2.2 % en 2025. L'effet cumulé de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation du coût de la vie continuera de peser sur les dépenses des ménages et des entreprises au cours de l'année à venir. Le taux de chômage devrait légèrement progresser pour atteindre 4.3 % en 2025, ce qui contribuera à alléger les tensions salariales. Les tensions sur les prix vont continuer de s'atténuer, même si certaines composantes des services devraient encore faire l'objet d'une forte inflation courant 2024. La croissance économique risque d'être révisée à la baisse dans le cas où le renchérissement persistant des services marchands nécessitera de durcir la politique monétaire davantage qu'on ne le suppose actuellement. Un ralentissement de l'économie chinoise plus brutal que prévu affaiblirait également la demande d'exportations australiennes. Une consommation plus forte que prévu représente un risque de divergence à la hausse pour la croissance économique et l'inflation, si les ménages retardent la reconstitution de leur épargne à mesure que leur revenu disponible réel augmente.

## Des réformes visant à accroître la productivité pourraient favoriser la reprise

La politique monétaire devrait rester restrictive à court terme afin de juguler l'inflation, et il faudrait résorber le déficit budgétaire dans les années à venir. En raison des tensions budgétaires à venir liées au vieillissement et à la transition climatique, des réformes s'imposeront pour assurer la viabilité des finances publiques à moyen terme. Ces réformes incluent des mesures concrètes visant à ralentir la hausse des coûts du régime national d'assurance invalidité. Cela pourrait se faire par exemple en clarifiant les conditions d'accès et la portée des dispositifs d'aide, ainsi qu'en améliorant la gestion de ce régime. La mise en œuvre de réformes destinées à accroître la productivité peut améliorer les perspectives d'une croissance économique soutenue pendant une certaine période. Par exemple, un assouplissement des systèmes de zonage des terres permettrait aux nouvelles entreprises de s'implanter plus facilement dans des zones attractives, et de s'y développer, ce qui pourrait accroître la concurrence dans le secteur des entreprises. L'adoption de mesures visant à harmoniser des normes des produits avec celles d'autres économies avancées pourrait aussi appuyer des gains de productivité. De même, l'allègement des obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre, notamment la suppression des autorisations professionnelles inutiles ou des clauses de non-concurrence superflues figurant dans les contrats de travail, favoriserait une affectation efficiente des ressources.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1**  
An unfolding recovery

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2024), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1 : An unfolding recovery*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/7a1643c8-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.